

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

Doc. **XII-bis**
n. 51

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 321 (*)

sul terrorismo con armi chimiche, biologiche,
radiologiche e nucleari

Adottata dall'Assemblea parlamentare della NATO
ad Istanbul, il 19 novembre 2002

Annunziata il 25 febbraio 2003

(1) Présentée par la Commission des sciences et des technologies.

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 321 (*)

sul terrorismo con armi chimiche, biologiche,
radiologiche e nucleari

adottata dall'Assemblea parlamentare della NATO
ad Istanbul, il 19 novembre 2002

Annunziata il 25 febbraio 2003

L'ASSEMBLÉE,

1. *Convaincue* que les événements du 11 septembre 2001 ont confirmé l'existence d'une forme de terrorisme qui, guidé par des motivations religieuses ou par d'autres objectifs idéologiques, vise à infliger des pertes massives à l'ennemi;

2. *Reconnaissant* que ces groupes terroristes ont à leur disposition de multiples sources de financement et d'information ainsi que des armes et des matières illicites;

3. *Extrêmement préoccupée* du fait que des groupes terroristes tels que al-Qa'ida s'emploient activement à se procurer des

armes chimiques, biologiques et radiologiques en vue de perpétrer des attaques terroristes;

4. *Consciente* que les attaques au charbon qui ont frappé les Etats-Unis en 2001 marquent le début d'une ère nouvelle, et dangereuse, en matière de bioterrorisme;

5. *Convaincue* que les progrès rapides de la science et de la technologie – en particulier dans le domaine de la biotechnologie – ainsi que leur diffusion rapide dans un monde réseauté, sont créateurs de nouvelles vulnérabilités;

6. *Craignant* que les terroristes, profitant des faibles conditions de sécurité sur certains sites, se procurent illégalement des agents chimiques et biologiques, des substances nucléaires ou d'autres techno-

* présentée par la Commission des sciences et des technologies

logies d'armement issus de programmes de l'ex-Union soviétique;

7. *Convaincue* que des mesures efficaces de dissuasion et de défense contre des formes de terrorisme ayant recours aux armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires, ainsi qu'aux cyberattaques, doivent être prises, dans la mesure du possible, par le biais d'un effort multilatéral coordonné;

8. *Convaincue* que, pour réduire au maximum l'ampleur de la menace, la réponse internationale nécessite en premier lieu une approche transatlantique intégrée, notamment dans les domaines suivants: respect de la loi, partage du renseignement, élaboration de normes, défense/préparation, analyse des enseignements, recherche et développement;

9. **DEMANDE INSTAMMENT** aux gouvernements et aux parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

(a) de prendre toutes les mesures non militaires nécessaires pour tenter de résoudre, d'atténuer et de contenir les conflits, afin de limiter la dangerosité de quiconque aurait l'intention d'utiliser des armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires;

(b) de proposer l'interdiction mondiale, juridique et morale de la détention et de l'utilisation d'armes chimiques, biologiques, et radiologiques et d'élaborer, à terme, une convention internationale qualifiant la détention et l'utilisation de telles armes de crime contre l'humanité;

(c) de renforcer le système de garanties nucléaires instauré par le Traité de non-prolifération nucléaire et de poursuivre les travaux relatifs à la ratification, par tous les pays, du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;

(d) d'encourager les gouvernements russe et américain à coopérer en vue d'assurer la sécurité de leurs arsenaux d'armes nucléaires tactiques ; à s'abstenir de développer leurs arsenaux existants et à

oeuvrer en vue d'un accord sur les réductions futures de ces armes ; à collaborer pour dissuader ou empêcher d'autres pays de se procurer de telles armes ;

(e) d'élargir le nombre de pays membres de la Convention sur les armes biologiques et de renforcer les obligations au titre de cette dernière, en prévoyant éventuellement des mécanismes de mise en œuvre et de vérification;

(f) d'inclure aux travaux du Conseil OTAN-Russie la question du programme d'armes biologiques de l'ex-Union soviétique afin de parvenir à un démantèlement complet de ses éventuels vestiges et de garantir que des pays ou groupes terroristes ne puissent accéder à ces techniques;

(g) de renforcer l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en maintenant le principe d'une gestion indépendante, transparente et saine et en assurant une vérification plus stricte des cas de non-respect des dispositions, y compris par des inspections sur mise en demeure;

(h) de surveiller les transferts d'informations classées secrètes susceptibles d'être exploitées pour la fabrication d'armes chimiques et biologiques et de limiter l'accès aux données génétiques relatives aux agents pathogènes dangereux tout en restant attentif aux activités scientifiques, médicales ou autres activités de recherche légitimes susceptibles d'être exploitées pour des armes de destruction massive;

(i) de prendre au plan national des mesures concertées pour renforcer les règlements en matière de biosécurité et pour accroître systématiquement la protection physique des agents biologiques hautement létaux;

(j) de renforcer toutes les initiatives internationales (multilatérales et bilatérales) visant à aider la Russie à détruire, démanteler et protéger les armes nucléaires conformément aux accords sur la maîtrise des armements ratifiés avec les Etats-Unis, et à aider les pays partenaires à protéger les matières et installations nu-

cléaires issues de programmes de l'ex-Union soviétique;

(k) de modifier la Convention de 1980 sur la protection physique des matières nucléaires et d'en élargir la portée pour couvrir des substances nucléaires civiles — utilisation interne, stockage et transport — ainsi que les installations nucléaires;

(l) d'intensifier la coopération internationale entre les polices afin de traiter adéquatement la menace de trafics illicites de matières nucléaires;

(m) d'être prêts à mener, dans les limites autorisées par le droit international, des opérations de police ou des actions militaires multilatérales afin de contrer les préparatifs visant à perpétrer des actes terroristes — quels qu'ils soient — susceptibles de causer un grand nombre de victimes;

(n) de créer et de mettre à jour en permanence une base de données concernant les groupes terroristes et les incidents impliquant des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires;

(o) de renforcer les capacités de l'Organisation mondiale de la santé afin de suivre l'évolution des maladies infectieuses dans le monde et d'étudier toute épidémie suspecte;

(p) d'améliorer les moyens de défense de l'Alliance contre des attaques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires : meilleure formation, amélioration des équipements de protection, mise au point et acquisition de détecteurs aériens mobiles afin de permettre une alerte rapide;

(q) d'élaborer des réponses intégrées au plan national en prévision d'attaques terroristes dont des stratégies d'information du public, la formation et l'entraînement de secouristes et de personnel médical capables d'identifier et de traiter des agents peu communs, et de s'adapter à des contextes médicaux inhabituels;

(r) d'élaborer des dispositions en vue de permettre une assistance internationale prompte et efficace à l'appui et en complément des capacités nationales de défense et de traitement.

Resolution n. 321

on terrorism with chemical, biological radiological and nuclear weapons (*)

The Assembly,

1. *Persuaded* that the events of 11 September 2001 have confirmed the existence of a kind of terrorism driven by religious motivations or other ideological objectives, which strives to inflict mass casualties on their enemies;

2. *Recognising* that these terrorist groups have a variety of financing, information resources, weapons and illicit material at their disposal;

3. *Extremely concerned* that terrorist groups such as al-Qaeda are actively engaged in efforts to acquire chemical, biological, and radiological weapons for use in terrorist attacks;

4. *Conscious* that the anthrax attacks in the United States in 2001 signalled that we have entered a new, dangerous era in biological weapons terrorism;

5. *Convinced* that fast advances in science and technology – notably in biotechnology – as well as their rapid diffusion in a globally networked world, are creating new vulnerabilities;

6. *Concerned* that terrorists, taking advantage of the poor security conditions at some sites, might illegally acquire chemical and biological agents, nuclear material or other weapons technologies stemming from programmes of the former Soviet Union;

7. *Persuaded* that effective measures to deter and defend against terrorism using chemical, biological, radiological or nuclear weapons, as well as cyber attacks, should be accomplished through a coordinated, multilateral effort to the extent practicable;

8. *Convinced* that to maximise effectiveness in reducing the scope of the threat, the international response firstly requires an integrated transatlantic approach, particularly in the areas of law enforcement, intelligence sharing, norm building, defence/preparedness, lessons learned analysis, research and development;

9. **URGES** member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

(a) to make all non-military attempts at resolving, moderating and containing conflicts that would reduce the danger of anyone wanting to use chemical, biological, radiological or nuclear weapons;

(b) to advance a global legal and moral proscription on the possession and

(*) Presented by the Science and Technology Committee.

use of chemical, biological and radiological weapons; and eventually establish an international agreement to make the possession and use of chemical, biological and radiological weapons a crime against humanity;

(c) to reinforce the system of nuclear safeguards established by the Nuclear Non-Proliferation Treaty and to continue work on ratification by all countries of the Comprehensive Nuclear Test Ban Treaty;

(d) to encourage the Governments of Russia and the United States to work co-operatively to assure the security of their arsenals of tactical nuclear weapons; refrain from expanding their existing arsenals, work towards an agreement regarding future reductions of such weapons; and work together to discourage or prevent the acquisition of such weapons by other nations;

(e) to widen the membership of the Biological Weapons Convention and strengthen its obligations, possibly including mechanisms for compliance and verification;

(f) to include in the work of the NATO-Russia Council the question of the former Soviet Union's biological weapons programme, with a view to dismantling completely any remaining facilities and preventing them from falling into the hands of terrorist groups or countries;

(g) to strengthen the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons by maintaining the principle of independent, transparent and sound management, and increasing emphasis on verification of non-compliance, which should include the use of challenge inspections;

(h) to control the transfer of classified information that could be used for chemical and biological weapons and to restrict access to genetic information on dangerous pathogens while remaining sensitive to legitimate scientific, medical, or other research that could potentially be used on weapons of mass destruction;

(i) to take concerted national actions to tighten bio-security regulations and

consistently increase physical protection of highly lethal biological agents;

(j) to reinforce all international (multilateral and bilateral) initiatives to assist Russia to destroy, dismantle and secure nuclear weapons in accordance with arms control agreements ratified with the United States; and to assist partner countries to secure nuclear material and facilities stemming from programmes of the former Soviet Union;

(k) to amend the 1980 Convention on the Physical Protection of Nuclear Material and expand it to cover civil nuclear material in domestic use, storage and transport and nuclear facilities;

(l) to intensify international police co-operation to properly address the threat of illegal nuclear trafficking;

(m) to be prepared to take, within the boundaries of international law, police operations or multilateral military actions against preparations for all varieties of mass casualty terrorist acts;

(n) to create a continuously updated database of terrorist groups and incidents involving chemical, biological, radiological and nuclear weapons;

(o) to enhance the capabilities of the World Health Organisation to monitor global infectious disease trends and unusual outbreaks;

(p) to enhance the Alliance's defences against chemical, biological, radiological and nuclear attacks, including better training, improved protective equipment, and the development and procurement of mobile air sensors for early warning;

(q) to devise nationally integrated responses to terrorist attacks, which include public information strategies and the preparation and training of first responders and medical staff in recognising and responding to unfamiliar agents and adapting to new medical conditions;

(r) to develop arrangements for swift and effective international assistance to complement and support national defensive and treatment capacities.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 321

sul terrorismo con armi chimiche, biologiche, radiologiche e nucleari (*)

L'ASSEMBLEA,

1. **Persuasa** che gli avvenimenti dell'11 settembre abbiano confermato l'esistenza di un tipo di terrorismo guidato da obiettivi religiosi o da altri obiettivi ideologici, che mira a infliggere un numero massiccio di vittime ai propri nemici;

2. **Riconoscendo** che tali gruppi terroristici dispongono di un'ampia serie di finanziamenti, fonti informative, armi e materiali illegali;

3. **Estremamente preoccupata** che gruppi terroristici come Al Qaeda siano attivamente impegnati nel tentativo di acquisire armi chimiche, biologiche e radiologiche da utilizzare per attacchi terroristici;

4. **Conscia** che gli attentati con antrace compiuti negli Stati Uniti nel 2001 hanno indicato che siamo entrati in una nuova, pericolosa era del terrorismo con armi biologiche;

5. **Convinta** che i rapidi progressi compiuti nel campo della scienza e della tecnologia, in particolare nel settore delle biotecnologie, nonché la loro rapida diffusione in un mondo connesso globalmente, stiano creando nuove forme di vulnerabilità;

6. **Preoccupata** che i terroristi, approfittando delle carenti condizioni di sicurezza di alcuni siti, possano acquisire illegalmente agenti chimici e biologici, materiali nucleari o altre tecnologie per gli armamenti derivanti dai programmi dell'ex Unione Sovietica;

7. **Persuasa** che misure efficaci di deterrenza e difesa contro un terrorismo che ricorre ad armi chimiche, biologiche, radiologiche o nucleari, nonché ad attentati informatici, debbano essere attuate ove possibile ricorrendo ad un impegno coordinato e multilaterale;

8. **Convinta** che per operare con la massima efficacia nel ridurre la portata della minaccia, la risposta internazionale richieda in primo luogo un approccio transatlantico integrato, soprattutto in settori quali le forze di polizia, la condivisione di *intelligence*, la formulazione di norme, prontezza/difesa, analisi delle lezioni apprese, ricerca e sviluppo;

9. **SOLLECITA** i governi e i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza atlantica:

(a) a esperire tutti i tentativi non militari per risolvere, moderare e contenere conflitti, in modo da ridurre il rischio che qualcuno voglia ricorrere ad armi chimiche, biologiche, radiologiche o nucleari;

(b) a proporre un divieto giuridico e morale globale per il possesso e l'uso di armi chimiche, biologiche e radiologiche, e

(*) presentata dalla Commissione Scienze e Tecnologie

stabilire quindi un accordo internazionale per far sì che il possesso e l'uso di armi chimiche, biologiche e radiologiche siano dichiarati crimine contro l'umanità;

(c) a rafforzare il sistema di salvaguardie nucleari istituito dal Trattato di non proliferazione nucleare e a continuare il lavoro per la ratifica da parte di tutti i Paesi del Trattato sulla proibizione totale degli esperimenti nucleari;

(d) a incoraggiare i governi di Russia e Stati Uniti a lavorare in cooperazione per assicurare la sicurezza dei propri arsenali di armi nucleari tattiche, ad astenersi dall'espandere i loro arsenali esistenti, a lavorare per un accordo sulla futura riduzione di tali armamenti, a lavorare insieme per scoraggiare o prevenire l'acquisizione di tali armi da parte di altre nazioni;

(e) ad ampliare l'adesione alla Convenzione sulle armi biologiche e rafforzare i relativi obblighi, eventualmente includendo meccanismi per il rispetto e la verifica;

(f) a includere nei lavori del Consiglio Nato-Russia la questione del programma Armi Biologiche dell'ex Unione Sovietica, al fine di smantellare completamente tutte le strutture rimanenti e di evitare che cadano in mano a gruppi o paesi terroristici;

(g) a rafforzare l'Organizzazione per la proibizione delle armi chimiche mantenendo il principio della gestione indipendente, trasparente ed efficace, e rafforzando l'attenzione alla verifica delle violazioni, che contempra il ricorso a ispezioni senza preavviso;

(h) a controllare il trasferimento di informazioni classificate che potrebbero essere utilizzate per armi chimiche e biologiche, e limitare l'accesso alle informazioni genetiche su organismi patogeni pericolosi non tralasciando di seguire la legittima ricerca scientifica, medica o di altro tipo, che potrebbe potenzialmente essere usata per armi di distruzione di massa;

(i) ad intraprendere azioni nazionali concertate per rendere più rigorose le normative sulla bio-sicurezza e accrescere conseguentemente la protezione fisica di agenti biologici altamente letali;

(j) a rafforzare tutte le iniziative internazionali (multilaterali e bilaterali) volte ad aiutare la Russia a distruggere, smantellare e mettere in sicurezza armi e materiali nucleari, ai sensi degli accordi per il controllo degli armamenti ratificati con gli Stati Uniti; e ad assistere i paesi partner a mettere in sicurezza e strutture e materiali nucleari derivanti dai programmi dell'ex Unione Sovietica;

(k) a modificare la Convenzione del 1980 sulla protezione fisica dei materiali nucleari e ampliarla affinché includa materiali nucleari civili per l'uso, l'immagazzinamento e il trasporto interno e gli impianti nucleari;

(l) a intensificare la cooperazione internazionale tra forze di polizia al fine di affrontare adeguatamente la minaccia del traffico nucleare illegale;

(m) a essere preparati a intraprendere, entro i limiti del diritto internazionale, operazioni di polizia o azioni militari multilaterali contro i preparativi di tutti i tipi di atti terroristici volti a provocare un altissimo numero di vittime;

(n) a creare una banca dati costantemente aggiornata dei gruppi terroristici e degli incidenti relativi ad armi chimiche, biologiche, radiologiche e nucleari;

(o) a potenziare la capacità dell'Organizzazione mondiale della sanità di monitorare le tendenze e le epidemie inusuali di malattie infettive a livello mondiale;

(p) a migliorare le difese dell'Alleanza da attacchi chimici, biologici, radiologici e nucleari, in particolare migliore addestramento, migliori equipaggiamenti protettivi, e la messa a punto e l'acquisizione di sensori aerei mobili di pre-allertamento;

(q) a mettere a punto risposte integrate a livello nazionale nei confronti di attacchi terroristici, comprendenti strategie di informazione pubblica e la preparazione e l'addestramento di personale di primo soccorso e personale medico per riconoscere e rispondere ad agenti scon-

sciuti e adattarsi a nuove condizioni mediche;

(r) a mettere a punto accordi per un'assistenza internazionale rapida ed efficace che completi e sostenga le capacità nazionali di difesa e di cura.